Massacres de Sabra et Chatila : bientôt la fin du sionisme ?

L’histoire de l’entité coloniale nommée Israël n’a été qu’une longue et sombre histoire de guerres, de massacres et de spoliation. Du 15 septembre au 18 septembre 1982, les habitants palestiniens et libanais des camps de réfugiés de Sabra et Chatila dans la partie occidentale de Beyrouth sont encerclés et méthodiquement massacrés par l’armée israélienne sous commandement d’Ariel Sharon et les milices chrétiennes libanaises. On parle alors de 3000 victimes mais les chiffres, faute d’enquête indépendante, apparaissent très en deçà de la réalité. Comme à leur habitude, les sionistes couvrent l’histoire de leur voile de mensonges. L’intervention dans les camps de Sabra et Chatila aurait eu pour objectif de démanteler les structures opérationnelles de L’OLP. Mais dès le 1er septembre 1982, les 11 000 combattants de l’OLP avaient quitté Beyrouth. L’objectif inavoué, avéré, du bain de sang prémédité et perpétré par les sionistes et les phalangistes était de terroriser les réfugiés palestiniens pour les éloigner davantage de la terre de Palestine, pour empêcher tout retour réel dans leur patrie et faire du droit au retour un droit totalement illusoire.

Sabra et Chatila n’est malheureusement qu’un épisode dans le plan sioniste d’annexion et de judaïsation de toute la Palestine. L’ère des massacres commence dès la création de l’Etat d’Israël. Pour ne citer que les plus importants, il y eut celui de Deir Yassine (1948), de Qibia (1954), de Jenine (2002) ou de Gaza (2009). L’Etat d’Israël a été édifié sur la Nakba ou « grande catastrophe » pour les Palestiniens : 500 villages furent rasés de la carte, les terres expropriées et 800000 Palestiniens forcés à l’exil. Le massacre de Deir Yassine, au cours duquel périrent 254 personnes, s’inscrit

ainsi dans la logique sioniste de purification ethnique : il a précipité le départ des populations palestiniennes vers l'exil. Aujourd'hui, les réfugiés palestiniens, au nombre de 7,3 millions, attendent toujours l'application de la résolution 194 de l'ONU sur le droit au retour voté en 1948 !

Parce que la situation politique a radicalement changé, le transfert massif des Palestiniens n'est plus une option envisageable pour les sionistes. Malgré le déluge de feu qui s'est abattu sur Gaza en décembre 2008 et janvier 2009 faisant plus de 1500 morts et 5000 blessés, Gaza n'est pas tombée. Malgré le blocus sévère imposé au territoire palestinien, la résistance armée s'est même renforcée. L'entité sioniste a pu en faire le constat cuisant lors de l'attaque de novembre de 2012 pendant laquelle la riposte palestinienne a été d'une intensité inconnue jusqu'alors. Avec la défaite au Liban en juillet 2006, cet évènement révèle que l'armée sioniste n'est plus libre de massacrer le peuple palestinien en toute impunité. Elle doit maintenant faire face à des mouvements de résistance parfaitement organisés qui cernent son territoire. Au niveau politique, les attaques de Gaza ont renforcé la mobilisation pro-palestinienne à travers le monde et a remis fortement en question la légitimité de l'Etat sioniste.

Par ailleurs depuis 2011, les révoltes populaires dans l'ensemble du monde arabe et musulman ont ébranlé l'ordre politique régional imposé dans l'intérêt de l'entité sioniste. Partout les peuples sont clairement antisionistes et exigent l'arrêt de toute collaboration avec «Israël».

Face à ces mouvements populaires qui s'inscrivent dans une logique de contestation du néo-colonialisme et du sionisme, les puissances occidentales mettent tout en œuvre pour briser l'élan révolutionnaire. Après avoir instauré le chaos en Libye et imposé un régime aux ordres dans le but de faire main basse sur le pétrole, l'Occident s'acharne désormais sur la Syrie. « Au nom des droits de l'homme et de la démocratie », il s'agit de substituer au régime Baasiste de Bachar al Assad, une

coalition politique prête à collaborer sur un plan économique et géostratégique avec le bloc impérialo-sioniste. Il s'agit surtout de briser l'axe de la résistance régionale au sionisme, axe constitué de l'Iran, de la Syrie, du Hezbollah, des factions nationalistes libanaises anti-israéliennes et de la résistance palestinienne.

A présent, les peuples arabes et la résistance palestinienne doivent surmonter une intense offensive contre-révolutionnaire. L'impérialisme et ses alliés historiques locaux, Arabie-Saoudite et Qatar principalement, ont envoyé des mercenaires et instrumentalisé des « djihadistes » pour déstabiliser la Syrie et la menace pèse sur d'autres Etats « non-alignés » de la région comme l'Iran et Algérie en espérant ainsi les faire plier.

Mais l'hégémonie occidentale et sioniste est en déclin. Des puissances émergentes telles que la Chine, lla Russie et des Etats du «Mouvement des Non-Alignés » (Venezuela, Afrique du Sud, Algérie…) s'opposent aux ingérences occidentales et à leur politique du canon au Moyen-Orient. Les enjeux de cette tentative de déstabilisation sont clairs : il s'agit de diviser le pays sur des bases confessionnelles ou ethniques afin d'isoler, d'affaiblir et sans doute attaquer l'Iran, le seul grand ennemi d'"Israël" dans la région. Cet interventionnisme à tout va de l'Occident est bien le signe de l'essoufflement de sa domination dans cette partie du monde, comme semblent le montrer les échecs en Palestine, au Liban, en Irak, en Afghanistan et bientôt en Syrie.

En Palestine, l' «Autorité palestinienne» poursuit la coopération sécuritaire et économique avec l'occupant. Les négociations conduites actuellement sous l'égide des Etats-Unis ne trompent personne. Comme toutes les précédentes négociations, l'objectif est bien de permettre à 'Israël" de se donner le temps pour coloniser les terres palestiniennes qui lui échappent. D'ailleurs, de plus en plus de voix s'élèvent contre cette mascarade appelée "négociations"

La « judaïsation » d’Al-Quds s’amplifie et les assassinats racistes de Palestiniens de tous âges continuent. Dans un contexte politique régional pourtant favorable à la cause palestinienne, l’absence de vision stratégique du Hamas, son errance en matière d’alliance géopolitique, et l’allégeance de certains de ses leaders aux pétromonarchies du Golfe, entravent la lutte de libération nationale palestinienne. Mais le peuple reste déterminé et n’accepte ni les compromissions ni les concessions, refusant ainsi l’attentisme et le statu quo des organisations politiques. Dans les prisons, les résistants poursuivent sans relâche leur combat.

En Palestine occupée, le peuple palestinien est toujours debout, résistant depuis plus de soixante ans contre l’infernale machine de guerre coloniale israélienne. Il nous indique la voie à suivre. Nous, membres du CAP, nous sommes à ses côtés sur ce chemin pour réaffirmer que la Palestine est arabe, et soutenir sa lutte jusqu’à la victoire de la résistance et la satisfaction des revendications légitimes :

* La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

* Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son autodétermination et son indépendance nationale.

* La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

* La libération de tous les résistants emprisonnés.